

Action n°16**Soutien à des programmes de rénovation énergétique performante de logements et favorisant le recours à des matériaux biosourcés et des énergies renouvelables**

Dernière approbation

XX/XX/2022

Correspondance PO 14-20

Actions n°21 et 25

QUOI ? Contexte et objectifs

Chiffres clés du parc de logements sociaux et en copropriété privée en Centre-Val de Loire :

Nombre de logements	Energivores (classés EFG)	Passoires énergétiques (classés FG)
Logement social Parc : 194 202 logements	40 411 23% du parc social dont 10 665 en individuel	7 924 4% du parc social dont 6 203 en individuel
Logement en copropriété privée Parc : 178 000 logements	66 650 37% du parc en copropriété	27 768 16% du parc en copropriété

Objectifs :

- Lutter contre le changement climatique en réduisant les besoins énergétiques des logements en encourageant les rénovations complètes et performantes,
- Limiter la dépendance aux énergies fossiles, notamment en encourageant le déploiement des ENR,
- Diminuer les charges énergétiques des usagers,
- Favoriser le développement économique régional dans le domaine du bâtiment,
- Améliorer le confort de vie des occupants dans leur logement,
- Encourager le recours aux matériaux biosourcés.

QUOI ? Description des interventions soutenues dans le Programme**1. Tendre à la suppression des logements énergivores et notamment les passoires thermiques (prioritairement F, G de l'étiquette énergie climat du DPE)**

Financer des travaux de rénovation énergétique :

- dans le parc public social,
- dans le cadre de copropriétés en particulier fragiles ou dégradées (critères ANAH)

Sont exclus :

- les logements privés conventionnés à tarif social non SIEG ;
- les logements privés en maison individuelle ;
- les logements sociaux classés en A,B,C,D avant travaux au niveau de l'étiquette « énergie-climat » du DPE.
- Les copropriétés classées A,B,C avant travaux au niveau de l'étiquette « énergie-climat » du DPE.

2. Encourager les démarches démonstratrices

Soutenir des opérations démonstratrices mettant en œuvre des procédés, matériaux, équipements innovants en émergence en vue de soutenir des logiques de rupture. Selon les besoins un ou plusieurs appels à projets pourraient être lancés en cours de programmation.

QUI ? Bénéficiaires potentiels

- Syndics ou syndicats de copropriétés
- Organismes gestionnaires d'habitation à loyer modéré (HLM)

OÙ ? Territoires cibles

Région Centre-Val de Loire

QUELLES CONDITIONS ? Critères de sélection des projets

Performance énergétique après travaux visée :

- Atteinte de la classe C minimum après travaux avec gain de deux classes minimum ;

	Classes énergétique éligibles avant travaux	Classes énergétiques éligibles après travaux	Gain de classes minimum
Logements sociaux	E,F,G	A,B,C	2
Co-propriétés	D,E,F,G		2

- Justificatif à fournir : étude énergétique avant/après travaux ou équivalent.

Les opérations démonstratrices pourront être sélectionnées par le biais d'un ou plusieurs appels à projets, dont le cahier des charges définira les priorités et critères de sélection des projets.

Pourront notamment être accompagnées des opérations de rénovation de lotissements de maisons individuelles avec utilisation d'énergies renouvelables et de matériaux biosourcés

QUELLES CONDITIONS ? Modalités de dépôt

Guichet (au fil de l'eau) ou Appel à projets pour soutenir des opérations démonstratives et innovantes

QUELLES CONDITIONS ? Conditions favorisantes

2.1 Cadre stratégique pour soutenir la rénovation en vue d'accroître l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels et non résidentiels

QUELLES CONDITIONS ? Principes horizontaux

Les opérations financées doivent être en cohérence avec les principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, développement durable, accessibilité aux personnes en situation de handicap et Charte des droits fondamentaux de l'UE.

QUELLES CONDITIONS ? Respect des règles européennes

Régimes d'aides d'état notamment mobilisables :

- Règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Régime général d'exemption par catégorie (RGEC)) ;
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Règlement UE n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordés à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;
- Communication de la Commission relative à la notion d'« aide d'État » visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, C/2016/2946, OJ C 262, 19.7.2016, p. 1–50 .

Eligibilité des dépenses :

- Règlement (UE, Euratom) n°2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, dit Omnibus ;

- Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE +, FEADER, FEAMP) pour la période 2021-2027 ;









Commande publique :

- Code de la Commande Publique ;
- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;
- Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Dépenses éligibles

- Dépenses d'investissement, d'équipement participant à l'amélioration de la performance « énergie-climat » du ou des bâtiments¹,
- Dépenses de prestations externes²,
- Dépenses de communication de l'opération.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Options de coûts simplifiés

	Mobilisable sur l'action
Taux forfaitaires : obligatoire lorsque le coût total du projet est inférieur à 200 000 €	
Taux de 40% : forfaitise les coûts hors frais directs de personnel dans la limite de 40% des coûts directs de personnel	
Taux de 15% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 15% des coûts directs de personnel	
Taux de 20% : forfaitise les coûts de personnel directs dans la limite de 20% des coûts directs hors frais de personnel directs	
Taux de 7% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 7% des coûts directs	
Taux forfaitaire(s) applicable(s) dans d'autres politiques de l'UE pour des opérations similaires	
Montants forfaitaires	
Barème standard de coût unitaire : Sous réserve de validation de la méthode de calcul par la commission européenne	

¹ Les dépenses éligibles d'investissement et d'équipement couvrent les postes de travaux suivants :

- Isolation : murs, planchers, bas, planchers hauts, ouvrants et travaux induits
- Equipements de ventilation : caissons de ventilation, réseaux
- Equipements de chauffage hors chaudière au fioul
- Emetteurs de chauffage et réseau de distribution associés
- Systèmes de régulation : GTB, GTC,
- Installation d'éclairage

² Les dépenses éligibles de prestations externes couvrent les :

- Études énergétiques de conception ou réglementaires : études thermiques réglementaires, simulation thermique dynamique,
- Audits énergétiques
- Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage environnementale
- Prestations de mesure de l'étanchéité à l'air et de suivi énergétique et écogestes,
- Prestations de labélisation.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Taux d'aide applicables et seuils d'intervention FEDER

<p>Taux maximum indicatif FEDER du coût total éligible (sous réserve de la réglementation en matière d'aide d'Etat)</p> <p>Taux d'intervention sur les dépenses éligibles de travaux variant en fonction du gain de classe « énergie-climat » du DPE et des « matériaux biosourcés » :</p> <p>Logement social :</p> <table><tr><th>Gain de classes « énergie-climat » du DPE</th><th>Taux</th></tr><tr><td>2 classes</td><td>10%</td></tr><tr><td>3 classes</td><td>15%</td></tr><tr><td>4 classes</td><td>20%</td></tr><tr><td>>5 classes</td><td>25%</td></tr></table> <p>+ Bonification « matériaux biosourcés » ³ : 10% + bonification pour les ENR** : 10%</p> <p>Copropriétés :</p> <table><tr><th>Gain de classes « énergie-climat » du DPE</th><th>Taux</th></tr><tr><td>2 classes</td><td>20%</td></tr><tr><td>3 classes</td><td>30%</td></tr><tr><td>4 classes</td><td>40%</td></tr><tr><td>>5 classes</td><td>50%</td></tr></table> <p>+ Bonification « matériaux biosourcés » ³ : 10% + bonification pour les ENR ⁴ : 10% + bonification pour les copropriétés fragiles et dégradées (critères ANAH) : 10%</p> <p>Dans la limite de 60%</p>	Gain de classes « énergie-climat » du DPE	Taux	2 classes	10%	3 classes	15%	4 classes	20%	>5 classes	25%	Gain de classes « énergie-climat » du DPE	Taux	2 classes	20%	3 classes	30%	4 classes	40%	>5 classes	50%	<p>60%</p>	<p>Régimes d'aides applicables :</p> <ul style="list-style-type: none">- Toute base juridique pertinente- Régime Général d'Exemption par Catégorie (RGEC) n°651/2014 du 17 juin 2014.- Règlement (UE) n° 360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis SIEG (Services d'Intérêt Économique Général).- Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.
Gain de classes « énergie-climat » du DPE	Taux																					
2 classes	10%																					
3 classes	15%																					
4 classes	20%																					
>5 classes	25%																					
Gain de classes « énergie-climat » du DPE	Taux																					
2 classes	20%																					
3 classes	30%																					
4 classes	40%																					
>5 classes	50%																					
<p>Montant de l'aide FEDER (minimum/maximum)</p>	<p>Minimum : 25 000 € par projet Maximum : 2 000 000 € par projet</p>																					

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Autres cofinanceurs mobilisables (liste non exhaustive)

³ Matériaux biosourcés d'origine végétale ou animale avec un taux d'incorporation de 18kg de matériaux biosourcés par m2 de surface de plancher

⁴ Bois-énergie, géothermie, réseau de chaleur biomasse, solaire thermique et photovoltaïque, récupération, méthanisation

- Etat,
- Collectivités territoriales.







PERFORMANCE Indicateurs de réalisation et de résultat

Type	Numéro	Intitulé	Valeur 2024	Valeur 2029	Pièces justificatives
Réalisation	RCO18	Logements dont la performance énergétique a été améliorée	625	2 500	Diagnostics de performance énergétique (DPE) ou audit énergétique
Réalisation	RCO74	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	1 100	4 500	Estimation de la population couverte et modalités de calcul présentées dans le rapport de mise en œuvre
Réalisation	RCO75	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	4	15	Contrats territoriaux et convention et rapport de mise en œuvre
Résultat	RCR26	Consommation annuelle d'énergie primaire (dont: logements, bâtiments publics, autres)		16 200	DPE et étude thermique, rapport d'audit énergétique, certificats (ISO 50 001 qui couvrent à minima 80% de la facture énergétique de l'entreprise. Si la structure a recours à un prestataire externe qui n'est pas qualifié par un organisme de qualification, demander les certificats ISO 14 001).
Résultat	RCR29	Émissions estimées de gaz à effet de serre		2 700	DPE et étude thermique, rapport d'audit énergétique, certificats (ISO 50 001 qui couvrent à minima 80% de la facture énergétique de l'entreprise. Si la structure a recours à un prestataire externe qui n'est pas qualifié par un organisme de qualification, demander les certificats ISO 14 001

PERFORMANCE Cibles financières à atteindre sur l'action

9 000 000 €

PERFORMANCE Instruments financiers applicables

	Mobilisable sur l'action
1 – Subvention non remboursable	
2 – Subvention remboursable	
3 – Soutien par le biais d'instruments financiers : capital risque et de fonds propres ou équivalent	
4 – Soutien par le biais d'instruments financiers : prêt ou équivalent	
5 – Soutien par le biais d'instruments financiers : garantie ou équivalent	
6 – Soutien par le biais d'instruments financiers : bonifications d'intérêt, contributions aux primes de garantie, soutien technique ou équivalent	

ADMINISTRATION Partie réservée à l'administration

Service instructeur : service PO FEDER-FSE – Direction Europe et International – Conseil régional Centre-Val de Loire

Services et organismes consultés pour avis :

- Direction de l'Environnement et de la Transition Energétique (DETE) – Conseil régional Centre-Val de Loire
- Direction de l'Aménagement du Territoire – Conseil régional Centre-Val de Loire

Organismes à consulter pour information : Sans objet

ADMINISTRATION Catégories d'intervention

Domaine d'intervention	042 Rénovation en vue d'accroître l'efficacité énergétique du parc de logements existant, projets de démonstration et mesures de soutien conformes aux critères d'efficacité énergétique
Forme de financement	01 Subvention
Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	19 Autre type d'outil territorial — Zones urbaines fonctionnelles 33 Autres approches - Pas de ciblage géographique
Egalité entre les hommes et les femmes	03 Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes

CONTACT Service(s) en charge de l'instruction des dossiers

Contact : Conseil régional Centre-Val de Loire, Direction Europe et International, Service Programmation des Fonds européens FEDER FSE+

 : ext-europe@centrevaldeloire.fr

Action n°17**Soutien à des programmes de rénovation énergétique de bâtiments tertiaires en favorisant le recours à des matériaux biosourcés et des énergies renouvelables**

Dernière approbation

XX/XX/2022

Correspondance PO 14-20

Actions n° 21 et 25

QUOI ? Contexte et objectifs

- Lutter contre le changement climatique en réduisant les besoins énergétiques des bâtiments tertiaires et en favorisant les rénovations complètes et performantes
- Limiter la dépendance aux énergies fossiles, notamment en encourageant le déploiement des ENR,
- Favoriser le développement économique régional dans le domaine du bâtiment,
- Diminuer les charges énergétiques des propriétaires,
- Encourager le recours aux matériaux biosourcés.

QUOI ? Description des interventions soutenues dans le Programme

1. Tendre à la suppression des bâtiments tertiaires les plus énergivores (prioritairement classés E, F ou G),
Financer des travaux de rénovation énergétique du parc tertiaire à l'échelle d'une opération.

2. Encourager les démarches démonstratrices
Soutenir des opérations démonstratrices mettant en œuvre des procédés, matériaux, équipements innovants en émergence en vue de soutenir des logiques de rupture. Selon les besoins un ou plusieurs appels à projets sera lancé.

QUI ? Bénéficiaires potentiels

- Collectivités territoriales et leurs groupements,
- Entreprises (TPE, PME),
- Associations,
- Etablissements publics (dont université),
- Sociétés d'économie mixte,
- Sociétés publiques locales.

OÙ ? Territoires cibles

Région Centre-Val de Loire

QUELLES CONDITIONS ? Critères de sélection des projets

Sont éligibles :

- les opérations destinées aux activités suivantes : le commerce, l'administration, les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale (source INSEE).

Il est composé du :

- . Tertiaire marchand (commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication) ;
- . Tertiaire non-marchand (administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale).

Cela correspond aux codes NAF suivants : section G (y compris l'artisanat commercial : 10.13B, 10.71B, 10.71C, 10.71D), sections I à N et divisions 95 et 96 de la section S.